

Article

« La crise de la macroéconomie, une conséquence de la méconnaissance des institutions? »

Robert Boyer

L'Actualité économique, vol. 68, n° 1-2, 1992, p. 43-68.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/602059ar>

DOI: 10.7202/602059ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

LA CRISE DE LA MACROÉCONOMIE, UNE CONSÉQUENCE DE LA MÉCONNAISSANCE DES INSTITUTIONS?

Robert BOYER
CEPREMAP, CNRS, E.H.E.S.S.

RÉSUMÉ — Aucune des multiples théories macroéconomiques récemment élaborées ne parvient à expliquer la totalité des faits stylisés dont les deux dernières décennies ont été riches : accélération, rupture puis légère reprise de l'inflation, ralentissement de la croissance, paradoxe de la productivité, rigidité du salaire, persistance du chômage en Europe, polarisation des excédents et déficits extérieurs, coexistence de trajectoires nationales contrastées. Le caractère tout à fait partiel des explications ainsi fournies — que dissimulent parfois la sophistication des recherches économétriques — se double d'hypothèses souvent discutables concernant la nature du contexte institutionnel, caractéristique des économies réellement existantes. Même si la théorie des institutions économiques est aujourd'hui un domaine particulièrement actif, elle n'a pas encore suffisamment pénétré les recherches macroéconomiques. Le présent article suggère que nombre des faiblesses actuelles pourraient être surmontées par une plus grande attention accordée aux régularités macroéconomiques qu'induisent les institutions et formes d'organisation.

ABSTRACT — *The Crisis in Macroeconomics : The Consequence of a Misrepresentation of Institutions.* The paper provides a very brief and synthetic survey of major trends in macroeconomic modelling since *General Theory*. It argues that none of the numerous contemporary researches in macroeconomics seems to be able to explain the major stylized facts observed during the last two decades : an inflationary boom followed by disinflation, a slowing down of growth and productivity in spite of a burst of innovations, nominal and/or real wages rigidity, large hysteresis in unemployment and external disequilibria and finally the coexistence of contrasted national trajectories. No doubt that many fruitful theoretical insights have been provided and sophisticated econometric methods have delivered new and stimulating results. Nevertheless, an insufficient analysis of the impact of institutions upon individual behaviours and macroeconomic regularities might be a partial explanation of the present state of macroeconomic theory. This is a possible starting point for an alternative research agenda.

1. DES ANNÉES TRENTE AUX ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX : NAISSANCE, CRISE ET RENOUVEAU DES THÉORIES MACROÉCONOMIQUES

Il peut être éclairant de prendre quelque recul et de faire retour aux conditions d'émergence de la théorie macroéconomique elle-même, c'est-à-dire au temps de la *Théorie Générale*. C'est à partir de cet épisode qu'on se propose de livrer une interprétation d'un certain désarroi actuel, sensible chez nombre de théoriciens de la macroéconomie, et plus encore de suggérer qu'un programme hétérodoxe, ou plus exactement institutionnaliste et historique, n'est pas sans mérite ni légitimité, à la lumière même des circonstances qui permirent l'émergence puis l'affirmation des conceptions keynésiennes de la macroéconomie.

1.1 *Dépression économique et crise des théories : la naissance de la macroéconomie keynésienne*

On s'en souvient, la théorie classique s'avéra incapable d'expliquer le chômage durable, les tendances à la stagnation et les risques d'instabilité financière qui caractérisèrent les années trente. En dépit du raffinement des concepts et du très large consensus qui prévalaient à l'époque, la synthèse marshallienne étendue à l'analyse du chômage par Alfred Pigou ne parvint pas à expliquer les évolutions économiques majeures par rapport auxquelles s'appréciait *la pertinence* des théories économiques. C'est dans ce contexte que prend sens le double effort de John Maynard Keynes. D'un côté, en privilégiant l'analyse des choix en situation d'incertitude dans une économie riche d'institutions financières et caractérisée par une codification de la hiérarchie et du niveau moyen des salaires, l'économiste de Cambridge tentait de jeter les bases d'une théorie alternative (O. Favereau, 1988). Mais ces raisonnements demeurèrent très largement intuitifs et résistèrent longtemps à la formalisation. Aussi d'un autre côté, John Maynard Keynes rechercha-t-il un amendement du modèle classique, qui soit le plus limité possible mais permettrait de rendre compte de l'existence durable de situations de sous-emploi. Le raisonnement se déroule alors en terme de rigidité du salaire nominal, d'absence de véritables marchés du travail sur lesquels s'équilibreraient offres et demandes. Fondamentalement pourtant, la rupture consista à postuler l'impossibilité d'un passage par simple analogie du plan des comportements individuels aux caractéristiques de la macroéconomie.

Dès lors que dans une économie monétaire la loi de Say n'est plus fondée, le principe de la demande effective traduit la spécificité d'un équilibre macroéconomique déterminé par les anticipations des firmes concernant leurs décisions d'investissement. D'où le paradoxe de l'épargne, propre aux périodes de dépression : alors qu'au plan microéconomique tout effort supplémentaire d'épargne devrait se traduire par une baisse du taux d'intérêt et par conséquent un relèvement de l'investissement, une économie nationale peut manifester la propriété inverse, l'effort d'épargne aggravant l'insuffisance de la demande effective par rapport à la population désirant travailler.

Après la seconde guerre mondiale, ces principes keynésiens finirent par être très généralement admis au point de fonder une nouvelle branche de la théorie économique. Si le calcul économique et les théories de l'équilibre général partent des choix individuels et en montrent la compatibilité grâce au rôle des prix, la macroéconomie se bâtit sur la conjonction des avancées de la comptabilité nationale, les premiers travaux économétriques et la représentation simplifiée du modèle keynésien que constitue le modèle IS-LM, proposé par John Hicks en dépit des protestations réitérées de l'auteur de la *Théorie Générale*. Tout au long des années cinquante et soixante, seule une minorité d'économistes, au premier rang desquels les monétaristes et les mathématiciens de l'équilibre général, considéra comme préjudiciable cette violation par la macroéconomie des fondements du comportement rationnel de *homo-aeconomicus* et plus généralement des bases de l'individualisme méthodologique.

En effet, les modèles macroéconométriques keynésiens donnaient une interprétation communément jugée satisfaisante des faits stylisés caractéristiques de l'époque : l'orientation de la politique budgétaire, fiscale et monétaire jouait en effet le rôle attendu quant au réglage fin du chômage et de l'inflation, fut-ce en ajoutant à la conception keynésienne une relation de Phillips liant le rythme d'inflation au niveau du taux de chômage (M. Deleau et P. Malgrange, 1978). Quant à la prédiction keynésienne d'une tendance à la stagnation, elle fut remplacée dès la fin des années cinquante par l'émergence d'une théorie néo-classique de la croissance montrant qu'elle était tout à la fois possible et stable. Aux modèles keynésiens le soin de décrire les variations du degré d'utilisation des capacités de production et du taux de chômage, aux modèles néo-classiques celui de cerner les déterminants de la croissance à long terme.

1.2 *L'effondrement de l'orthodoxie face aux défis des années soixante-dix*

Cette remarquable et surprenante division du travail a été remise en cause dès la fin des années soixante. Ce sont d'abord les monétaristes qui contestent l'aptitude des autorités publiques à contrôler l'inflation et le niveau de chômage par un réglage fin de la conjoncture. Ce sont ensuite les nouveaux classiques qui réintroduisent le concept de chômage naturel et réinterprètent la courbe de Phillips en incorporant les anticipations d'inflation et lui ôtent ainsi toute validité dans le long terme. De leur côté, certains théoriciens de l'équilibre général cherchent à reproduire différentes propriétés keynésiennes à partir d'une modification des hypothèses walrasiennes, qu'ils introduisent le rôle de la monnaie dans les transactions ou l'existence de prix fixes à court terme. Enfin et surtout, un groupe de théoriciens particulièrement actifs s'attachent à traiter des problèmes macroéconomiques à partir des modèles standards de la théorie microéconomique, éventuellement enrichie par la prise en compte des anticipations, supposées rationnelles et non plus adaptives comme c'était le cas dans la plupart des modèles macroéconomiques.

À la lumière de ce très bref historique, l'entrée en crise de la construction keynésienne tiendrait pour l'essentiel à l'absence de bases microéconomiques, ou encore au manque de *cohérence théorique* des modèles macroéconomiques. C'est

le diagnostic que partagent aussi bien les théoriciens du déséquilibre (J. P. Bénassy, 1984), ceux de l'équilibre temporaire (J. M. Grandmont, 1990) que les nouveaux économistes classiques (R. E. Lucas, 1984), qui eux-mêmes prolongent une tradition lancée par M. Friedman (1968) mais aussi E. Phelps (1968). Il est vrai que, dans leur ensemble, les successeurs de Keynes n'ont que peu développé les bases d'une microéconomie alternative, au-delà de brillantes exceptions (R. M. Clower, 1967), A. Leijonhufvud, 1981).

Pour autant, ces lacunes proprement théoriques ne sauraient expliquer le désarroi des modélisateurs et des prévisionnistes (P. Malgrange, 1989) qui pour leur part éprouvent des difficultés croissantes tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt à rendre compte des *faits stylisés majeurs*. Comment retracer la chronique tout à fait particulière de l'inflation? Pourquoi les relances keynésiennes perdent-elles en efficacité? Comment expliquer la permanence de forts taux de chômage en Europe, par opposition à ce qui est observé aux États-Unis et au Japon? Ou encore, question plus cruelle pour les économistes proches des décideurs, comment se fait-il que les préceptes keynésiens aient été rejetés ou tout au moins relativisés par la plupart des gouvernements? Selon cette seconde interprétation, la théorie keynésienne serait confrontée de nos jours à ce que fût la crise de la théorie classique entre les deux guerres : une incapacité à expliquer les évolutions les plus marquantes jette quelques doutes sur la *pertinence des hypothèses*, non plus seulement la *cohérence de la théorie keynésienne*. C'est cet aspect qu'entend privilégier le présent article, afin de proposer en retour les linéaments d'une théorie macroéconomique adaptée à des sociétés caractérisés par un réseau dense d'institutions et formes d'organisation au sein desquelles se déploient les comportements individuels.

1.3 *Des recherches novatrices et stimulantes, mais des explications partielles et contradictoires*

Il est à cet égard essentiel de répondre à la double critique de Robert Lucas (1984). D'une part, il est exact que l'utilisation répétée de l'arbitrage inflation-chômage que représentait la courbe de Phillips a conduit à une révision des anticipations, au sens où les agents économiques sont de moins en moins victimes d'illusion monétaire. Pour autant, l'hypothèse d'anticipations rationnelles est extrême puisqu'elle suppose la stationnarité complète du modèle de base, ainsi que le caractère non coûteux de la collecte et du traitement de l'information nécessaire à la découverte du «vrai» modèle de l'économie. De fait, le processus d'apprentissage est progressif, partiel et imparfait car les innovations apparues dans la plupart des sphères de l'activité économique se chargent de déstabiliser les plus belles régularités observées dans le passé.

Aussi, il est une seconde interprétation, largement différente : ce serait le succès même du réglage fin de type keynésien qui déstabiliserait le réseau des institutions sur lequel il reposait et engendrerait un nouveau cours pour les variables macroéconomiques, en rupture tout autant avec le modèle IS-LM qu'avec le nouveau modèle classique. En effet, contrairement au principe du tiers exclu, on ne peut

affirmer sans démonstration rigoureuse que si Keynes a tort c'est que les marchés s'équilibrent partout et toujours, de sorte que les cycles, les crises et même les paniques financières ne seraient jamais que le fidèle reflet d'un sentier de croissance optimale le long duquel les agents ne cesseraient de réaliser leur plan. En d'autres termes, il se pourrait qu'évoluent les formes d'organisation demeurées implicites à la validité de la construction de la Théorie générale (R. Boyer, 1984). Ces formes d'organisation ne se résument pas aux seuls marchés et ne correspondent pas aux formalisations qu'en retiennent les principales théories.

En outre, la valeur prédictive de cette nouvelle théorie classique est toute relative puisqu'elle est loin d'expliquer la multiplicité des changements structurels intervenus simultanément à l'emballement inflationniste de la fin des années soixante. Aussi a-t-on enregistré une floraison de schémas explicatifs originaux. Par exemple, la persistance d'un chômage essentiellement involontaire pourrait tenir aux asymétries d'informations qui régissent la relation salariale (J. Stiglitz, 1987). De même, le ralentissement de la productivité, et par extension de la croissance, s'expliqueraient par la dynamique de l'innovation, en réponse aux chocs pétroliers (P. Artus, 1990). Ou encore, la persistance d'importants déséquilibres dans le commerce extérieur dériverait-elle de phénomènes d'hystérésis et d'enchaînements cumulatifs liant compétitivité, profits, investissement (O. Blanchard et L. Summers, 1986).

Et pourtant, chacun de ces modèles incorpore des hypothèses différentes, très largement spécifiques aux divers domaines considérés et aucun n'est en général capable d'interpréter la totalité des faits stylisés qui caractérisent les deux dernières décennies. En conséquence, force est d'admettre que le remarquable consensus des années 1960 a volé en éclats et qu'aujourd'hui des programmes de recherches extraordinairement variés entrent en compétition. Jusqu'à présent ils n'ont pas livré d'interprétation générale et pleinement satisfaisante qui en ferait l'équivalent de ce que fut le modèle keynésien pour les années trente. Il n'est dès lors pas inutile d'ajouter une autre composante à cette myriade de programmes de recherche.

1.4 Une interprétation de la crise de la macroéconomie

Dès lors le présent article est bâti sur une hypothèse centrale : la théorie macroéconomique surmontera d'autant mieux la crise actuelle qu'elle reconnaîtra le rôle majeur des institutions et formes d'organisation dans le type d'équilibre, la forme des cycles, et même les transitions d'un mode de régulation à un autre. D'une part, le théoricien se donne ainsi les moyens d'établir un lien entre les comportements individuels et les régularités macroéconomiques, qui ne résultent pas seulement de purs effets d'agrégation grâce à la loi des grands nombres. C'est peut-être parce que les agents font face au même système de contraintes et s'accordent sur quelques grands principes de coordination de leurs actions que des variables macroéconomiques telles que le salaire moyen, le taux d'intérêt, le taux de change, etc... peuvent connaître certaines régularités. D'autre part, il est ainsi permis d'analyser le changement d'un mode de régulation à un autre, lorsque se multiplient les évidences empiriques concernant l'ampleur des changements institutionnels régissant le contrat de travail, le système de crédit et le régime monétaire international.

Mutatis mutandis, aux changements dans le temps du modèle macroéconomique représentatif de l'économie d'un pays donné, correspond la variabilité dans l'espace des modèles nationaux, lors d'une même période historique. C'est un enseignement précieux lorsqu'on connaît la tentation récurrente des économistes d'appliquer un seul modèle réputé cardinal (fût-il keynésien, monétariste ou classique) à une très large gamme de sociétés pourtant fort différentes quant à leurs contextes politique et productif (Amérique Latine, Europe de l'Est, Asie, Europe).

Il va de soi que cette interprétation n'est que *l'une* de celles que suggère l'extraordinaire foisonnement des recherches en vue de reconstruire une macroéconomie. La variété des contributions au présent numéro spécial de *L'Actualité Économique* en témoigne. En général, les recherches contemporaines sont marquées par un contraste entre la sophistication et la rigueur croissantes des techniques et le relatif désarroi de l'économiste dans ses conseils de politique économique. De plus, nombre de nouvelles formalisations sur le contrat de travail, les négociations salariales, la crédibilité de la politique économique et bien d'autres domaines, introduisent souvent de façon *implicite*, certaines des configurations institutionnelles caractéristiques des économies contemporaines.

Le présent article propose de traiter *explicitement* de ces configurations. Compte tenu de la complexité des formes d'organisation, ce n'est pas nécessairement une tâche aisée, mais la démarche est conforme à la méthodologie scientifique : vérifier les hypothèses et pas seulement les prédictions dérivées de ces hypothèses. *A contrario*, il est permis de penser que, *pour une part*, le pouvoir explicatif limité de nombre de recherches macroéconomiques contemporaines tient à une insuffisante attention accordée à leurs hypothèses de base, concernant tout spécialement la nature du contexte institutionnel qui régit l'interaction entre les agents (section 2). De même, il se pourrait que, concurremment à l'économétrie, la confrontation à quelques grands faits stylisés aide grandement à l'émergence d'une théorie macroéconomique rénovée (section 3).

2. L'ÉCLATEMENT DES RECHERCHES FACE AUX SURPRENANTES ÉVOLUTIONS DES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES

Rétrospectivement, il est paradoxal qu'un modèle aussi simple que la formalisation IS-LM ait si longtemps inspiré les présentations théoriques de la macroéconomie et constitué la matrice des modèles macroéconométriques appliqués (L. Klein, 1950). Aussi, la plupart des recherches intervenues depuis trois décennies sont-elles parties d'une critique de ce modèle et ont-elles exploré une grande variété de directions nouvelles. On se propose de passer brièvement en revue les principales, avant de suggérer que leur pouvoir explicatif partiel tient sans doute au caractère encore embryonnaire de la reconstruction théorique de la macroéconomie qui est en cours. Mais cette reconstruction souffre aussi d'une insuffisante attention accordée aux institutions et formes d'organisation qui caractérisent les économies contemporaines.

2.1 Une destruction créatrice

S'inspirant librement de revues de littérature récentes (G. N. Mankiw, 1990), E. S. Phelps, 1990), E. Malinvaud, 1991), O. J. Blanchard et S. Fischer, 1989), D. Foley, 1990), il est possible de dresser un rapide panorama des propositions théoriques qui se sont succédées depuis le milieu des années soixante, date à partir de laquelle l'insatisfaction à l'égard de la synthèse classique-keynésienne n'a cessé de croître (Tableau 1).

La première salve de critiques émane de Milton Friedman et des *monétaristes* et part de l'observation d'une accélération de l'inflation en dépit d'une extension du chômage. La stagflation met ainsi en péril l'une des composantes des modèles keynésiens appliqués, à savoir la relation de Phillips. Mais initialement cet écart avec les prédictions des modèles keynésiens alimente une renaissance des théories monétaristes qui affirment que l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire. L'attention est ainsi accordée à l'équation de demande de monnaie, une fois insérée dans la théorie des choix de portefeuille, ainsi qu'aux déterminants d'offre de monnaie centrale. C'était une première critique à la vulgate keynésienne qui tendait à négliger la monnaie au profit des variables fiscales et de dépenses publiques. Dans un second temps, c'est la conception keynésienne du marché du travail qui est contestée: les théories de la recherche d'emploi suggèrent que le chômage peut être volontaire et correspondre aux mouvements des salariés d'une entreprise à une autre, à la recherche de meilleurs salaires mais formant des anticipations erronées (E. S. Phelps *et alii*, 1970).

Pourtant, la critique la plus fondamentale vient de *la nouvelle théorie classique* qui souligne l'absence de bases microéconomiques de la théorie macroéconomique et se propose de montrer que nombre de faits stylisés que la théorie keynésienne prétendait expliquer par l'insuffisance de la demande effective et l'existence d'un chômage involontaire peuvent en fait résulter d'une série d'optimisations dans le cadre du modèle de la théorie microéconomique étendue aux choix intertemporels. D'une part, les marchés s'équilibrent alors par le jeu de l'offre et la demande, même si à court terme les agents économiques ne disposent pas d'une information parfaite concernant l'évolution des prix relatifs. D'autre part, comme à moyen-long terme les agents révisent leurs anticipations en fonction des réalisations, il est de leur intérêt d'adopter des anticipations rationnelles. Ils finiront donc par connaître le vrai modèle d'économie, en l'occurrence walrasien, grâce au traitement optimal de l'information. Il est ainsi possible d'expliquer par une théorie de l'équilibre général les caractéristiques des cycles économiques usuellement observés, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer une quelconque imperfection des marchés (R. E. Lucas, 1984).

Dans cette problématique ce sont les chocs exogènes sur l'offre de monnaie qui alimentent la dynamique macroéconomique. Mais, le même cadre analytique d'optimisation intertemporelle sous l'hypothèse d'anticipations rationnelles a été étendu à une interprétation purement réelle des cycles économiques: des innovations technologiques intervenant de façon aléatoire expliqueraient la plupart des profils cycliques observés pour l'économie américaine (M. Eichenbaum et K. J. Singleton,

TABLEAU 1

UNE FLORAISON D'HYPOTHÈSES ET DE NOUVELLES THÉORIES AU COURS DES ANNÉES SOIXANTE-DIX ET QUATRE-VINGT

CARACTÉRISTIQUES	THÉORIE	KEYNÉSIIENNE	MONÉTARISTE	DÉSÉQUILIBRE	NOUVELLE THÉORIE CLASSIQUE	CYCLE RÉEL	CROISSANCE ENDOGÈNE	NOUVELLE THÉORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL	NOUVEAUX FONDEMENTS MICROÉCONOMIQUES DE LA MACROÉCONOMIE
HYPOTHÈSES DE BASE	Les marchés ne s'équilibrent pas toujours.	<ul style="list-style-type: none"> L'inflation est fondamentalement monétaire. Il existe un taux de chômage naturel qu'on ne peut franchir sans accélérer l'inflation. 	Existence de prix fixes dans une économie où les transactions sont monétaires.	Les marchés s'équilibrent, les anticipations des agents sont rationnelles et ils optimisent sur un horizon intertemporel.	Optimisation intertemporelle de tous les agents sous l'hypothèse de rationalité des anticipations.	Optimisation intertemporelle concernant les différentes formes d'investissement (RD, éducation, infrastructures)	La concurrence passe par l'innovation et la différenciation des produits, dans le contexte de rendements d'échelle et de variété.	Lorsque prix et qualité sont interdépendants, les marchés (du travail, du crédit, des biens durables) ne s'ajustent pas nécessairement.	
CŒUR DU RAISONNEMENT	Les anticipations gouvernent l'investissement, donc la demande effective et l'emploi. Le marché du travail ne converge donc pas vers le plein-emploi.	<ul style="list-style-type: none"> Le niveau des prix résulte de la confrontation entre offre et demande de monnaie Les agents n'ont pas d'illusion monétaire, la monnaie est neutre 	Du fait de contraintes en quantité, les déséquilibres se transmettent de marché à marché : des produits au travail (chômage keynésien).	Les agents surpris par l'évolution des prix nominaux ajustent progressivement leur comportement pour converger vers l'équilibre walrasien de plein emploi.	Le profil cyclique est la conséquence de chocs aléatoires de productivité affectant les choix des consommateurs et producteurs.	Les connaissances croissent de façon cumulative, car les investissements ont un impact collectif aussi bien que privé, du fait des externalités.	Les pays les plus innovateurs bénéficient d'une rente et/ou de parts de marchés croissantes, de sorte que la croissance (et le non développement) sont cumulatifs.	Le prix est alors une variable de contrôle permettant de sélectionner les salariés, les emprunteurs, les divers produits. Plein emploi exceptionnel.	
ADÉQUATION AUX TRENTE GLORIEUSES	Dans la variante IS-LM, cœur des modèles macroéconométriques : une surprenante adéquation dans les années soixante.	<ul style="list-style-type: none"> Explique surtout l'accélération de l'inflation à partir de 1967. Interprète le déplacement des relations de Phillips. 	<ul style="list-style-type: none"> Explication du contraste entre le chômage classique de 1970 et le chômage keynésien de 1930. Explication possible l'économie de commandement et de ses pénuries (J. Kornai) 	<ul style="list-style-type: none"> Semble expliquer l'évolution cyclique de l'économie. Limite des politiques de stabilisation et modèles économétriques Totale exogénéité de l'offre de monnaie. 	<ul style="list-style-type: none"> Apparemment bonne pour les cycles américains après 45 L'exogénéité fait problème (cycles de productivité) Pas d'influence de la monnaie, même à court terme. 	<ul style="list-style-type: none"> Explication possible de l'accélération de la productivité après 45. Les grands pays (U.S.) croissent plus vite, du fait d'une grande division du travail. Quasi plein-emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> Rend compte de sentiers nationaux de croissance contrastés. L'innovation est déterminante quant aux performances macro-économiques. Non développement des pays périphériques. 	<ul style="list-style-type: none"> Explication stimulante de traits distinctifs du marché du travail (rigidité salariale, chômage durable). Rationnement du crédit, indépendamment des réglementations. 	
POUVOIR EXPLICATIF POUR LES ANNÉES 1970 ET 1980	Réduit mais significatif : <ul style="list-style-type: none"> Stagflation et échec des relances keynésiennes : insuffisance de l'offre et ouverture internationale. L'expansion 1983 - 1989 keynésienne! Modèles appliqués de type IS-LM. 	Réévaluation critique : <ul style="list-style-type: none"> La lutte contre l'inflation est coûteuse en emploi. Échec de l'explication monétaire de la balance des paiements. Les innovations financières déstabilisent la demande de liquidité. 	Réévaluation critique : <ul style="list-style-type: none"> Chocs pétroliers et de productivité sur offre. Pourquoi prix et salaires sont-ils rigides? Difficulté de dynamisation. Levée des contrôles de prix et de salaires (Dérégulation). 	<ul style="list-style-type: none"> Tentative d'explication de l'arbitrage inflation-chômage, à court et long terme. Pas d'explication du chômage européen. Exclusion des chocs réels, en particulier technologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Les cycles 1980 sont atypiques quant à leur profil. Faible vraisemblance d'une régression technique. Explication de la variabilité de l'emploi peu vraisemblable. 	<ul style="list-style-type: none"> Décélération de la productivité difficilement explicable. Le rattrapage des États-Unis ne s'interprète pas aisément. L'hypothèse de plein emploi fait problème. 	<ul style="list-style-type: none"> Explication de la polarisation des excédents et déficits commerciaux extérieurs. Poursuite des trajectoires nationales (déclin relatif des USA, essor du Japon). Justification des politiques technologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Le chômage n'est pas exceptionnel mais permanent. Dualisme et segmentation du marché du travail. Rôle des banques dans l'investissement et le niveau d'activité. 	
AUTEURS	J. Tobin	M. Friedman	J.P. Bénassy	R. Lucas	Long & Plosser	P. Romer	P. Krugman	J. Stiglitz	

1986). De même, *les théories de la croissance endogène* étendent cette problématique à la prise en compte des dépenses de recherche et développement, d'infrastructure ou d'éducation qui contribuent à alimenter la genèse de rendements d'échelle croissants (P. Romer, 1986). Ces diverses constructions théoriques ont en commun d'étendre la théorie macroéconomique dans deux directions essentielles : la prise en compte du changement technique d'un côté, l'explicitation des enchaînements dynamiques de l'autre.

Conceptuellement pourtant, c'est admettre un retour à la loi de Say puisque dans tous ces modèles la flexibilité des prix est supposée équilibrer en permanence l'offre et la demande. Comme tel ne semble pas être le cas dans les économies contemporaines — le chômage en Europe n'a-t-il pas persisté sur près de deux décennies ? — d'autres théoriciens ont à l'inverse mobilisé les outils de la théorie microéconomique pour expliquer la possibilité de tels équilibres de sous-emploi. Cette nouvelle recherche des fondements microéconomiques d'une macroéconomie s'attache à montrer que lorsque prix et qualité sont interdépendants, les marchés ne s'équilibrent plus nécessairement (J. Stiglitz, 1987). Ainsi, le rationnement du crédit par les banques sera-t-il une configuration usuelle, indépendamment même de toute réglementation publique concernant les taux d'intérêt. Simultanément, sur le marché du travail, des salariés qui auraient des prétentions salariales trop faibles risqueraient d'être rejetés selon un mécanisme de sélection adverse, le faible niveau de rémunération demandé étant interprété par les entreprises comme le signe d'une productivité inférieure à la moyenne (G. Akerlof, 1984).

Il est de plus possible d'établir un parallèle entre les mécanismes conduisant à l'inefficacité des marchés financiers et ceux impliquant la persistance du chômage (B. Greenwald et J. Stiglitz, 1989). De même lorsque la qualité des produits est appréciée de façon imparfaite ou indirecte par le prix, offres et demandes ne s'équilibrent plus nécessairement, comme le suggère le marché des rossignols, c'est-à-dire le *market for lemons* formalisé par G. Akerlof (1970). En conséquence, les prix, les salaires et le taux d'intérêt n'ont plus propriété d'équilibrer automatiquement les marchés correspondants. Ces recherches retrouvent une vieille intuition keynésienne et fournissent une justification à cette hypothèse fondatrice des théories du déséquilibre. La persistance de rationnements et d'équilibres de sous-emploi, donc non optimaux, est un trait commun à tous ces modèles qui renouvellent la théorie macroéconomique keynésienne, fût-ce de façon surprenante pour les plus fidèles des lecteurs de la *Théorie Générale*.

Enfin, la macroéconomie qui considérerait surtout des économies quasi-fermées s'est enrichie de théories fondées sur une forte interdépendance entre les marchés nationaux et internationaux. C'est ainsi que les propriétés du modèle IS-LM s'avèrent radicalement différentes lorsque par exemple le taux de change est endogène et/ou les taux d'intérêt se forment à l'échelle internationale et non plus nationale (G. Mundell, 1971). Plus encore si la concurrence est de type oligopolistique et que les firmes peuvent répercuter dans leurs prix une partie des charges d'intérêt, alors la stagflation est une conséquence logique du fonctionnement d'une petite économie ouverte sur l'extérieur (J. P. Fitoussi et E. S. Phelps, 1988). Enfin, la

nouvelle théorie du commerce international montre comment l'innovation permet de maintenir ou de conquérir un pouvoir oligopolistique qui en retour conditionne des performances en matière de commerce extérieur, niveau de vie et croissance (P. Krugman, 1990).

Il est clair, à la lumière de ce rapide panorama que les recherches macroéconomiques, qui ont initialement déstabilisé l'orthodoxie keynésienne débouchent au début des années quatre-vingt-dix sur une extraordinaire richesse et variété de nouvelles hypothèses et théories. Dans la mesure où les discussions académiques se concentrent aux deux pôles extrêmes de la cohérence logique d'une part, des tests économétriques de l'autre, il peut être intéressant de soumettre ces théories à deux autres critères. Sont-elles aptes à rendre compte des principales évolutions des deux dernières décennies? Sont-elles pertinentes par rapport aux caractéristiques des économies contemporaines, en particulier leurs formes d'organisation et institutions?

2.2 Une grande difficulté à rendre compte des faits stylisés de la période

C'est tout particulièrement le cas concernant l'orthodoxie keynésienne, mais aussi la plupart des recherches, y compris les plus novatrices. Pour la clarté de l'exposé il peut être intéressant de recourir à la notion certes imparfaite mais éclairante de faits stylisés (T. Lawson, 1989), dans la lignée de la problématique de Nicholas Kaldor (1961). Un survol des deux dernières décennies suggère au moins sept évolutions marquantes: une accélération puis un ralentissement de l'inflation, une rupture des tendances antérieures de la croissance et la persistance de hauts niveaux de chômage tout au moins en Europe constituent des phénomènes bien connus (P. A. Muet, 1991). On peut y ajouter le paradoxe de la productivité: comment se fait-il qu'en dépit de la multiplication des innovations, la productivité ne retrouve pas le rythme de croissance des trente glorieuses? De même, la permanence d'une rigidité du salaire réel en dépit du chômage et d'un affaiblissement syndical mérite explication. Enfin, la polarisation et la persistance de déficits et excédents extérieurs soulignent la diversité des trajectoires nationales en matière de compétitivité et de croissance.

Existe-t-il un corpus théorique permettant de rendre compte de la totalité ou tout au moins de la majorité de ces faits stylisés? Le tableau 2 propose une synthèse et autorise une réponse nuancée: si la compréhension des phénomènes a notablement progressé, au début des années quatre-vingt-dix, aucune théorie macroéconomique ne s'impose véritablement et ne parvient à expliquer *l'ensemble de ces anomalies* par rapport à l'orthodoxie des années soixante. Compte tenu de l'éclatement des recherches contemporaines, cette exigence peut paraître bien ambitieuse. Et pourtant, il fut un temps, dans les années cinquante et soixante, où des modèles appliqués dérivés de la théorie keynésienne, fournissaient une interprétation jugée satisfaisante de la plupart des faits stylisés de l'époque (L. R. Klein et A. S. Goldberger, 1955), R. G. Bodkin, L. R. Klein et K. Marwah, 1991).

Pour sûr, en dépit des espoirs initiaux, la *théorie monétariste* ne définit pas une alternative équivalente pour les années quatre-vingt: relativement performante

TABLEAU 2

LES RECHERCHES MACROÉCONOMIQUES CONTEMPORAINES FACE AUX FAITS STYLISÉS DES ANNÉES SOIXANTE-DIX ET QUATRE-VINGT

THÉORIE FAITS STYLISÉS	KEYNÉSIEENNE	MONÉTARISTE	DÉSÉQUILIBRE	NOUVELLE THÉORIE CLASSIQUE	CYCLE RÉEL	CROISSANCE ENDOGENÈ	NOUVELLE THÉORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL	NOUVEAUX FONDEMENTS MICROÉCONOMI- QUES DE LA MA- CROÉCONOMIE
ACCÉLÉRATION, RALENTISSEMENT, PUIS LÉGÈRE REPRISE DE L'INFLATION	Explication bien que partielle	OUI jusqu'au milieu des années quatre-vingt, plus après	Typologie des situations inflationnistes	Seulement cyclique	Pas de monnaie	NON car modèles réels	NON car modèles réels	À élaborer
RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE	Lié au conflit des politiques nationales	NON Neutralité de la monnaie	Indirectement via effet de la rentabilité sur l'investissement	NON	NON	Devrait expliquer une accélération	Possible pour un pays peu innovateur	Pas considéré
PARADOXE DE LA PRODUCTIVITÉ	Partiel, avec modèle kaldorien	NON Exogénéité du changement technologique	Pas traité	Pas considéré	NON Exogénéité de la productivité	Une tentative mais non convaincante	Pas évident mais possible	Possible, due à la faillite de coordination (RD, demande)
RIGIDITÉ DU SALAIRE RÉEL	Seulement du salaire nominal	Éventuellement expliquée par le pouvoir de monopole des syndicats	Supposée, pas expliquée	Inertie du salaire nominal, pas réel car anticipations rationnelles	NON marchés concurrentiels	NON marchés concurrentiels	Possibilité de prise en compte mais pas d'explication	Due à des asymétries d'information et de pouvoir
PERSISTANCE DU CHÔMAGE	Due au pessimisme des vues sur l'avenir / ou concurrence extérieure	<i>Idem</i> , ou chômage transitoire	Seulement si rigidité des prix administrés économie concurrentielle	Tout chômage est volontaire, seulement si succession de chocs défavorables	Chômage d'équilibre	NON chez P. Romer Possible chez Aghion-Howitt	Possible (modèle à deux pays)	Possible à long terme, théorie de l'hystérésis
POLARISATION DES EXCÉDENTS ET DÉ- FICITS EXTÉRIEURS	Possible en économie ouverte	Explication monétaire de la balance des paiements	Possible, mais peu étudiée (P. Neary)	Modèles d'économie fermée	Économie fermée	Possible dans des modèles à deux pays	Dans modèles à deux pays	Pas encore explorée
DIVERSITÉ DES TRAJECTOIRES NATIONALES	Possible mais peu explorée	Limitée aux rythmes d'inflation	Possible, mais peu explorée	Pas ou peu étudiée	Liée à l'histoire des chocs	Possible car équilibres multiples	L'histoire importe	Hystérésis

pour expliquer l'accélération puis le fort ralentissement de l'inflation, elle ne parvient pas à expliquer pourquoi s'est réduit le rythme tendanciel de croissance ou persiste le chômage en dépit même d'une considérable érosion du pouvoir des syndicats. De même, la forte croissance de la liquidité à partir du milieu des années quatre-vingt n'a pas débouché sur l'explosion attendue de l'inflation, mais au contraire sur une croissance soutenue: le postulat de neutralité de la monnaie est donc en question. En matière d'économie internationale, le passage aux changes flexibles qui devait assurer l'équilibre des balances commerciales, un ajustement progressif et prévisible des taux de change, tout en restaurant l'autonomie des politiques nationales a débouché sur les évolutions strictement inverses. Aussi, les recherches ont-elles exploré des problématiques différentes, en général plus sophistiquées.

Ainsi *la nouvelle théorie classique* rend-elle compte de l'association entre croissance monétaire et expansion économique, puisque les «surprises» dans l'offre de monnaie sont à l'origine des processus cycliques. De même, les *théories du cycle réel* expliquent-elles la liaison entre chocs exogènes de productivité, évolution du chômage et croissance, en accord avec quelques uns des faits stylisés précédemment mentionnés. Pourtant, l'une et l'autre de ces constructions s'avèrent incapables d'expliquer l'existence d'un chômage durable, si ce n'est par un blocage des ajustements concurrentiels sur les différents marchés. Il en est de même concernant les tendances du progrès technique et de la croissance: il est par exemple difficile de concevoir que des innovations puissent détériorer la productivité, ou encore que des chocs de long terme affectant le changement technique puissent gouverner les ajustements de courte période. Au demeurant, aucun de ces modèles ne prétend au réalisme: ils visent à montrer la *possibilité* de cycles d'équilibre, sans prouver leur nécessité ou leur réalisme (R. Mankiw, 1990).

La théorie du déséquilibre part de la constatation que dans les économies modernes les échanges sont essentiellement décentralisés et monétaires, dans un contexte où les prix n'équilibrent pas nécessairement les offres et les demandes. L'un des intérêts majeurs de cette théorie est de suggérer des fondements microéconomiques et une généralisation de l'équilibre keynésien de sous-emploi: peuvent aussi exister des équilibres d'inflation contenue, lorsque l'on observe un excès de demande sur le marché des produits et du travail, mais aussi de chômage classique, lorsque le salaire réel est plus élevé que la productivité. Les modèles économétriques qui en ont été dérivés, s'avèrent capables d'expliquer relativement bien certains des traits majeurs des années soixante-dix: d'abord accélération de l'inflation, puis chômage classique après les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, enfin limitation de l'emploi par la compétitivité extérieure. Ces modèles de courte période peuvent être étendus par un traitement de l'investissement et du changement technique, de sorte qu'il est conceptuellement possible de rendre compte de la décélération de la croissance et de la productivité. La limitation de l'investissement du fait de la chute de la rentabilité réduit à la fois le niveau de la demande effective et le rythme d'incorporation du changement technique, selon un processus potentiellement cumulatif.

Si pourtant cette problématique, finalement éclairante, n'a pas fait école à l'échelle internationale, c'est sans doute qu'elle fut popularisée comme supposant des prix fixes, sans véritable explication de leur rigidité... à une époque où le système des prix, aussi bien nominaux que relatifs, connaissait des ajustements considérables. Aussi, *les nouvelles théories keynésiennes*, fondées sur l'asymétrie de l'information et/ou les modèles d'équilibre temporaire expliquent-elles précisément pourquoi le salaire réel, le taux d'intérêt réel, etc... ne constituent pas nécessairement des variables ajustant les marchés correspondants. Ainsi, la persistance du chômage et la rigidité salariale trouvent-elles une explication élégante. Si l'on ajoute à ces modèles statiques une prise en compte des phénomènes d'hystérésis, il est possible d'analyser la diversité de trajectoires nationales, qui enregistrent les conséquences de la totalité des chocs qui se sont succédés.

Les modèles de *croissance endogène* s'inscrivent dans la même lignée lorsqu'ils insistent sur le rôle des rendements croissants, en particulier des phénomènes d'apprentissage, sur le fait que l'histoire importe et peut déterminer des trajectoires nationales différentes, dès lors qu'existe une multiplicité d'équilibres. Néanmoins cette problématique souffre de deux défauts : d'une part de supposer le plein-emploi, d'autre part de postuler une accélération tendancielle du changement technique... si tout au moins on se réfère aux premières formalisations de Paul Romer (1986). Mais cet écart par rapport à la persistance du chômage et la décélération marquée de la productivité peut être comblé si on superpose l'idée schumpétérienne d'innovations tout à la fois créatrices de nouveaux produits et procédés mais aussi destructrices des méthodes de production anciennes (Ph. Aghion et P. Howitt, 1991). Mais naturellement ce modèle ne prétend pas expliquer la dynamique de l'inflation ou les caractéristiques des cycles conjoncturels.

Enfin, *les nouvelles théories du commerce international* partagent nombre de caractéristiques avec les précédentes, concernant par exemple le rôle de l'innovation dans la persistance de la concurrence imparfaite. Mais leur intérêt majeur est de pouvoir rendre compte de la coexistence de cercles vertueux liés aux succès de l'innovation avec des cercles vicieux associés à un retard symétrique, expliquant donc quelques-unes des caractéristiques des quinze dernières années en matière de parts de marchés, de déséquilibres extérieurs et de différentiels de croissance. Manquent néanmoins des explications de l'inflation, du chômage et des cycles courts, bien qu'il ne soit *a priori* pas impossible de les introduire.

Tout comme dans les années trente et quarante, l'émergence des problèmes macroéconomiques des années soixante-dix et quatre-vingt a indirectement ou directement suscité un remarquable dynamisme des réflexions théoriques dans des directions extrêmement variées. Pourtant, on ne dispose pas, au début de la décennie 1990, d'un substitut au modèle IS-LM, mais d'une myriade de théories expliquant respectivement la rigidité des prix, la dynamique de l'inflation, la persistance du chômage, le paradoxe de la productivité et le ralentissement de la croissance. L'idéal pourtant serait de disposer d'une théorie, aussi simple que possible quant à ses hypothèses, logiquement cohérente et rendant compte de la totalité des sept

faits stylisés sous revue. Le processus de sélection devrait porter non seulement sur les prédictions des théories, mais aussi sur leurs hypothèses fondatrices.

2.3 *Une sous-estimation générale du rôle des institutions*

En effet, les anciennes théories keynésiennes comme les recherches modernes d'inspiration classique ou néo-keynésiennes souffrent peut-être de ne valider les hypothèses qu'elles retiennent qu'à travers la réfutabilité des prédictions que l'on peut en tirer, conformément à la méthodologie de M. Friedman (1953). Souvent, le praticien de la macroéconomie ne peut manquer de s'interroger sur les raisons de la persistance d'hypothèses très généralement invalidées, mais utiles à la déduction de résultats généraux et théorèmes. Est-il par exemple fructueux de supposer que sur le marché du travail sont confrontées une série d'offres et de demandes individuelles, instantanées et indépendantes, alors que les chercheurs institutionnalistes ont accumulé les évidences empiriques concernant la spécificité du contrat de travail, le rôle des syndicats, l'existence de conventions collectives, la multiplicité des réglementations publiques?

D'ailleurs, quelques unes des percées les plus significatives qui ont renouvelé l'approche macroéconomique prennent effectivement en compte les conséquences de ces institutions, fût-ce de façon partielle : spécificité du contrat de travail et salaire d'efficience (R. M. Solow, 1979), S. Bowles, 1985), rôle des contrats de travail à long terme dans la dynamique des salaires et de l'emploi, variabilité de ces contrats selon les pays (M. Bruno et J. Sachs, 1985), conséquence de la diversité des structures de négociations salariales et du niveau de centralisation (L. Calmfors et J. Driffill, 1988), ou encore, rôle du principe d'équité dans la formation des salaires (R. Solow, 1990), G. Akerlof, 1984). Mais ces approches demeurent partielles et n'introduisent que subrepticement les institutions et formes d'organisation, sans en faire un objet central de la modélisation macroéconomique (J. Stiglitz, 1991). Or dans le même temps, nombre de théoriciens redécouvrent le rôle central des règles, des normes et des institutions dans la dynamique économique de courte comme de longue période (M. Olson, 1982; D. North, 1991; J. Elster, 1989; R. Sugden, 1986; A. Schotter, 1981), en microéconomie comme en théorie macroéconomique (T. Eggertsson, 1990).

Cependant, le caractère quelque peu tâtonnant des recherches contemporaines pourrait tenir, dans une assez large mesure, à une insuffisante prise en compte des caractéristiques effectives des économies «réellement existantes». Elles sont en particulier caractérisées par un réseau extrêmement dense de formes d'organisation, de règles, de codes, de conventions et d'institutions. Dans cette optique, comment les différentes théories macroéconomiques idéalisent-elles ce réseau d'institutions (Tableau 3)? En général, il ne semble pas que soient incorporées des caractéristiques pourtant essentielles, qui en définitive conditionnent la dynamique macroéconomique. Il est certes possible de raisonner juste sur des figures fausses... mais il vaut mieux pour le physicien et l'ingénieur calculer juste sur des hypothèses fondées. Dans la mesure où le macroéconomiste voudrait ressembler plus au

TABLEAU 3

LES FORMES INSTITUTIONNELLES IMPLICITES AUX RECHERCHES MACROÉCONOMIQUES CONTEMPORAINES

THÉORIE FORMES INSTITUTIONNELLES	KEYNÉSIEENNE	MONÉTARISTE	DÉSÉQUILIBRE	NOUVELLE THÉORIE CLASSIQUE	CYCLE RÉEL	CROISSANCE ENDOGÈNE	NOUVELLE THÉORIE DU COMMERCE INTERNATIONAL	NOUVEAUX FONDEMENTS MICROÉCONOMIQUES DE LA MACROÉCONOMIE
TRAVAIL	Pas de véritable marché du travail Rôle des syndicats	Concurrence pure et parfaite du marché du travail	La rigidité des prix et des salaires explique l'existence de rationnement.	Marché concurrentiel	Équilibre, y compris intertemporel	Hypothèse de plein-emploi fréquente	Hypothèse de plein-emploi	Du fait d'asymétries d'information, pas d'équilibre automatique
CONCURRENCE	Implicitement concurrence oligopolistique et taux de marge	Concurrence pure et parfaite	Possibilité de concurrence oligopolistique	Équilibre walrasien	Équilibre walrasien intertemporel	Parfaite sur le marché des biens	Concurrence imparfaite pour les biens nouveaux	Monopolistique ou oligopolistique
MONNAIE CRÉDIT	Dans IS-LM, pas de crédit, offre et demande de monnaie, crédit chez les post-keynésiens	Création exogène de monnaie	La monnaie définit le numéraire, son offre est exogène	Exogénéité de l'offre de monnaie	Pas de monnaie	Pas de monnaie	Modèles réels	Marché du crédit et rationnement par les banques
ÉTAT	Réglage fin de la conjoncture par la fiscalité et les dépenses	«Veuille de nuit»: garant des contrats, de la propriété, du marché	Exogénéité de la politique économique et État du Bien-Être	<ul style="list-style-type: none"> • Incapacité à influencer l'équilibre à long terme. • Critère de crédibilité des politiques économiques. 	État minimal	Chargé de résorber l'écart entre rendements privé et social (ex. de la R.D.)	Gestionnaire des relations extérieures	Interventions en vue de compenser les failles du marché
INTERNATIONAL	1. Degré d'ouverture 2. Système international	1. Explication monétaire de la balance des paiements. 2. Automaticité des ajustements de change.	1. Possibilité d'expansion à une économie ouverte. 2. Peu de recherches sur l'international.	1. Juxtaposition d'économies nationales. 2. Pas ou peu étudié.	1. Économie fermée. 2. Pas étudié.	1. Économies nationales fermées. 2. Pas étudié.	1. Du protectionnisme au libre échange 2. Ensemble de droits de douane.	1. Économie fermée 2. Pas ou peu étudié.

physicien qu'au mathématicien, la prise en compte des conséquences des institutions, au plan microéconomique comme macroéconomique, s'impose.

Cette conclusion s'applique tout particulièrement en matière de *travail*. Pour la plupart des théories, qu'elles soient monétaristes ou néo-classiques, le travail constitue une marchandise comme les autres, échangée sur un marché fondamentalement concurrentiel, aux frictions près qu'introduisent les syndicats ou les coûts associés aux changements d'emploi. Or l'analyse historique, juridique, comme théorique suggère de notables spécificités du travail qui fait l'objet de contrats, souvent à durée indéterminée, car codifiant un échange complexe s'étalant sur un horizon intertemporel (R. Solow, 1990). C'est précisément ce que prennent en compte les nouvelles théories recherchant les bases microéconomiques d'une macroéconomie : le réalisme de leurs hypothèses n'est pas sans lien avec leur aptitude à rendre compte de la rigidité salariale et de la possibilité d'un chômage durable. Pourtant même dans ce cas, la richesse des contrats de travail et la grande variété des formes de négociations collectives ne sont pas prises en compte et expliquent sans doute pourquoi ces théories n'ont pas pu jusqu'à présent expliquer la diversité des trajectoires nationales en matière de chômage. Les recherches concernant l'impact du niveau de négociations salariales sur les performances macroéconomiques illustrent le caractère déterminant des procédures institutionnelles régissant la formation des salaires. Un de leurs résultats majeurs est d'opposer trois grandes configurations institutionnelles : décentralisée, intermédiaire et totalement centralisée (L. Calmfors et J. Driffill, 1988).

Concernant les marchés de produits, les théoriciens adoptent très généralement l'hypothèse de *concurrence pure et parfaite*, ne serait-ce que pour simplifier les dérivations analytiques de leurs modèles. C'est même le pari des nouveaux économistes classiques que d'expliquer le déroulement du cycle sans aucune hypothèse tenant à l'imperfection des marchés. Pourtant, la concurrence monopolistique ou oligopolistique est beaucoup plus fréquente que la concurrence parfaite, ce qu'au demeurant reconnaissent la plupart des travaux d'économie industrielle. Déjà entre les deux guerres mondiales, la concurrence imparfaite constituait l'un des ingrédients d'un modèle alternatif à la théorie classique. L'intérêt de l'hypothèse est de rendre compte de la configuration effective des systèmes productifs et d'expliquer le sous-emploi et la sous-utilisation des capacités de production. De même les prix des produits manufacturés obéissent plus à l'application d'un taux de marge aux coûts de production qu'à une logique walrasienne d'équilibrage instantané des offres et des demandes. À nouveau il n'est pas surprenant que celles des théories contemporaines qui admettent l'hypothèse de concurrence imparfaite enregistrent des explications significativement différentes, en général plus satisfaisantes. Il en est ainsi de la nouvelle théorie du commerce international, sans oublier les premières formulations des théories du déséquilibre. Pourtant, l'essor de l'économie industrielle moderne, en dépit ou à cause même de sa richesse (J. Tirole, 1988), n'a pas jusqu'à présent livré de modèle canonique de formation des prix, sur lequel une théorie macroéconomique alternative pourrait être bâtie.

Similairement, trop de recherches supposent encore l'exogénéité de l'*offre de monnaie* et n'accordent pas de rôle moteur aux mécanismes du crédit. Pour les monétaristes, les tenants de la nouvelle économie classique... ou même les modèles à générations imbriquées, la monnaie continue à être un actif injecté dans l'économie à travers le seul déficit public. Or, les économies modernes sont caractérisées par *une monnaie de crédit*: c'est la dynamique de l'interaction entre les banques et les emprunteurs qui détermine le niveau d'endettement et par extension le volume de la monnaie scripturale nécessaire. La création monétaire est donc fondamentalement endogène, ce qui ôte beaucoup d'intérêt à la plupart des nouveaux modèles classiques: rationalité des anticipations, fonctionnement walrasien des marchés et rôle perturbateur d'une offre de monnaie exogène, correspondent à autant d'hypothèses en rupture avec les faits stylisés concernant les économies réellement existantes. Caractère myope des anticipations les mieux informées (par exemple celles des banques à l'égard des pays d'Amérique Latine dans les années soixante-dix, des *golden boys* dans les années quatre-vingt), absence d'équilibrage automatique par le jeu des prix et endogénéité du crédit constituent autant de points de départ d'une théorie macroéconomique qui serait adaptée aux années 1990.

La configuration État-économie reçoit elle-même des traitements qui violent nombre de caractéristiques des sociétés contemporaines. Dans les théories monétaristes et néo-classiques standard, il est postulé dans les hypothèses que l'État ne peut que perturber le fonctionnement de marchés qui autrement s'auto-équibreraient par le libre jeu de l'offre et de la demande. *A contrario* la théorie keynésienne considère la politique économique comme totalement exogène. De fait il importe de traiter plus exactement la multiplicité des relations qui lient les interventions publiques à l'économie privée. D'un côté, comme le souligne la nouvelle théorie microéconomique, le marché ne livre pas d'équilibres satisfaisants lorsque prévalent des effets externes et manquent des marchés ou encore lorsque une information extérieure concernant la qualité des produits est nécessaire. Dans ce cas, l'existence de subventions, de réglementations publiques, voire d'infrastructures et d'entreprises publiques, peut être favorable au bien-être de la société, et contribuer par exemple à la dynamique de l'innovation et de la productivité (R. Ford et P. Poret, 1991). En d'autres termes, il existe des interventions publiques qui favorisent l'obtention d'un équilibre plus satisfaisant (J. Stiglitz, 1991). D'un autre côté, la politique monétaire ou fiscale est assez largement conditionnée par les résultats macroéconomiques antérieurement obtenus en matière d'inflation, de chômage, d'équilibre extérieur, etc... En conséquence, il convient d'analyser le rôle de l'État dans la dynamique conjoncturelle en terme de fonctions de réaction ou de fonctions d'objectif. À cet égard, les analyses de la crédibilité des politiques économiques ont fait ressortir quelques-unes des limites rencontrées par les gouvernements, par exemple dans la gestion du crédit et de la fiscalité (D. Cohen et Ph. Michel, 1990). Compte tenu de la place considérable des réglementations et interventions publiques, une représentation adéquate de l'État s'impose donc dans tout renouveau de l'analyse macroéconomique, ce que font entre autres les théories du cycle politique (A. Alesina, 1988).

Enfin, le degré d'ouverture aux échanges extérieurs et le régime international sont susceptibles d'impliquer des modèles macroéconomiques dont les propriétés sont à l'opposé des théories en économie fermée. Or la plupart des grandes approches théoriques continuent à raisonner en l'absence de commerce extérieur et de mouvements financiers internationaux et cherchent pourtant à rendre compte des faits stylisés propres aux économies nationales, largement insérées dans les échanges. D'un strict point de vue théorique on peut comprendre cette démarche, qui consiste à expliquer le maximum de phénomènes avec le nombre le plus réduits possibles d'hypothèses *ad hoc*. Il n'empêche qu'un traitement réaliste de l'internationalisation au sein des structures théoriques les plus traditionnelles, y compris IS-LM, suffit parfois à expliquer les phénomènes d'instabilité financière et/ou l'impossibilité d'obtention du plein-emploi (R. Dornbush, 1980). De même des modèles à deux secteurs, respectivement abrité et exposé à la concurrence internationale, sont à même de reproduire nombre de caractéristiques essentielles, concernant par exemple la perte d'efficacité des relances keynésiennes (J. P. Neary, 1980), R. Courbis, 1975). Similairement, l'application de la théorie des jeux à des modèles à deux pays livre des résultats stimulants concernant la logique d'un régime international, en particulier l'impossibilité, dans certains cas, de surmonter l'équivalent d'un dilemme du prisonnier. Or il se pourrait que d'un strict point de vue empirique, les caractéristiques du système international soient essentielles dans la détermination du niveau de croissance et d'emploi à l'échelle d'un pays (J. P. Fitoussi et E. S. Phelps, 1988).

En conclusion, au-delà de leur variété et dynamisme, les recherches contemporaines souffrent d'hypothèses discutables en matière d'organisation et d'institution, ce qui n'est peut-être pas étranger à leur incapacité à rendre compte de nombre de faits stylisés qu'elles se proposent pourtant d'éclairer.

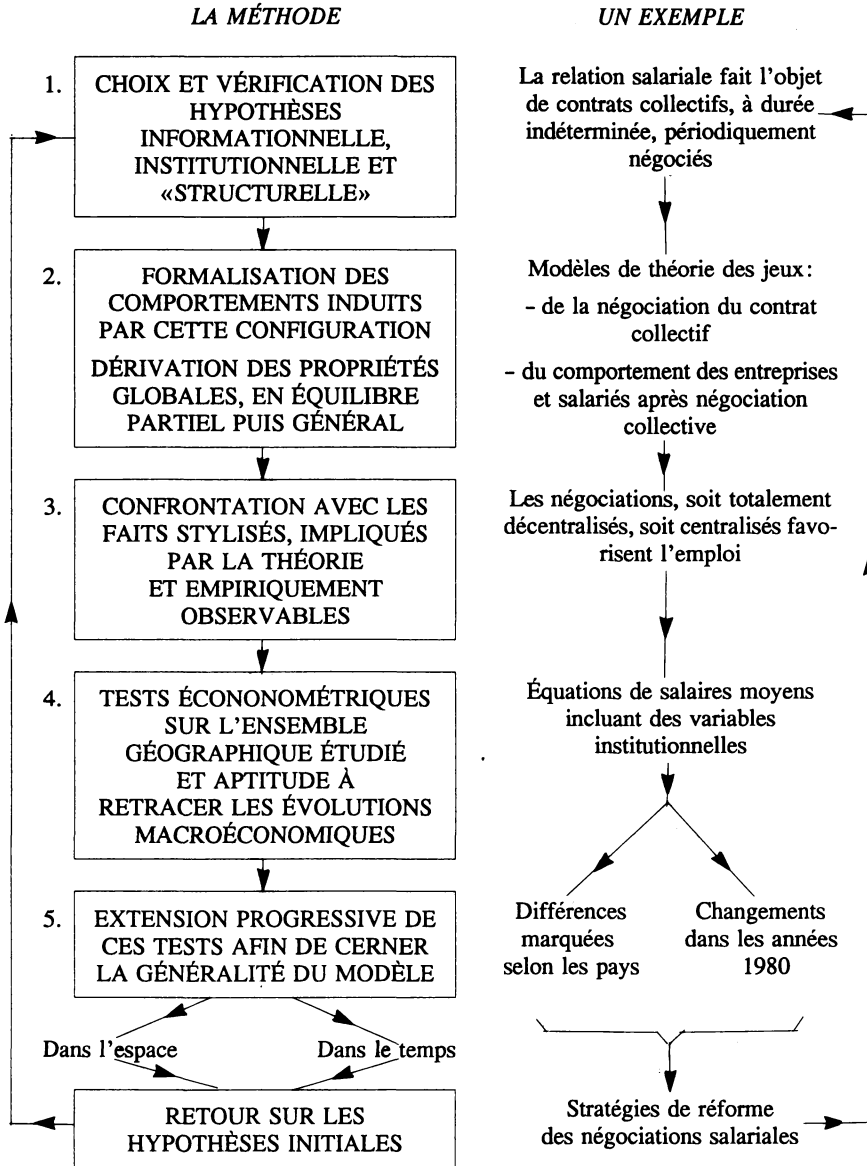
3. PROGRAMME POUR UNE MACROÉCONOMIE HISTORIQUE ET INSTITUTIONNELLE

La recherche en macroéconomie est-elle condamnée à la juxtaposition d'admirables modèles d'économie fiction (M. De Vroey, 1991) avec de rigoureux tests économétriques ne capturant qu'une fraction réduite des phénomènes étudiés (E. Malinvaud, 1990)? Jusqu'à présent le pouvoir explicatif de cette conjonction n'a pas été très grand, au-delà d'intuitions intéressantes et de constructions partielles. Aussi n'est-il peut-être pas inutile de proposer une démarche alternative qui au demeurant ne récuse aucune des techniques favorites de l'économiste mais les combine selon d'autres modalités et objectifs. Dans le grand concours visant à la compréhension des enchaînements macroéconomiques contemporains, une *macroéconomie historique et institutionnelle* met en œuvre une démarche originale (Schéma 1).

- i) Dans un premier temps, il importe de *vérifier la validité des hypothèses* concernant les organisations, les techniques, les institutions et procédures de coordination régissant les comportements et les régularités macroéconomiques.

SCHÉMA 1

ÉLÉMENTS D'UNE MACROÉCONOMIE INSTITUTIONNELLE ET HISTORIQUE



NOTA: 1. La méthode a été utilisée pour présenter les tendances de la modélisation macroéconomique en France de 1945 à 1976 par R. Boyer (1976).
 2. L'ouvrage de P. Cahuc (1991) constitue un excellent exemple de l'utilisation des nouveaux outils de la théorie des jeux par exemple, à la formalisation macroéconomique de la relation salariale.

- ii) Sur ces bases il est possible de construire des modèles théoriques et en vérifier *la cohérence et la logique*, y compris à l'aide des outils de la nouvelle théorie microéconomique.
- iii) Il faut dans un premier temps vérifier que les prédictions tirées de ces modèles sont compatibles avec les *faits stylisés* que se propose d'expliquer la théorie... sans multiplier les hypothèses adjointes dites techniques, mais qui souvent introduisent *in fine* autant d'éléments *ad hoc*.
- iv) On peut ensuite utiliser les *techniques économétriques* disponibles pour vérifier sur des champs empiriques variés (divers pays, différentes périodes) l'*adéquation* du modèle théorique, quant à ses prévisions précises, quantifiées et non plus seulement qualitatives.
- v) Enfin, il est prudent d'examiner systématiquement la *stabilité au cours du temps* et la *généralité dans l'espace* de la théorie macroéconomique ainsi construite. Nul doute que cette dernière phase appelle un retour sur les premières, selon un processus cumulatif et probablement sans fin dans la mesure où les transformations économiques sont en général plus rapides que les efforts et le succès des théoriciens en vue de les incorporer dans leurs constructions.

Programme ambitieux, mais rigoureux et prometteur. D'une certaine façon les modèles macroéconomiques d'inspiration régulationnistes ont exploré certains volets de cette méthodologie. Vérification par l'étude historique et institutionnelle de la validité des hypothèses, conformément à la phase (i) (J. P. Benassy, R. Boyer, R. M. Gelpi, 1979). Construction de modèles macroéconomiques représentatifs de ces formes institutionnelles (H. Bertrand, 1978; R. Boyer, 1988), M. Juillard, 1988) (ii). Confrontation aux grandes caractéristiques des trente glorieuses puis des deux dernières décennies en matière de productivité, croissance, inflation et chômage (M. Basle, J. Mazier et J. F. Vidal, 1984; R. Boyer, 1987) (iii). Vérification de la qualité des ajustements économétriques et de la pertinence des prévisions (R. Boyer et P. Petit, 1990) (iv). Enfin, étude systématique de la stabilité au cours du temps du modèle correspondant (P. Ralle *et alii*, 1989), Cl. Leroy, 1988; R. Boyer, 1989) et généralité de ces mécanismes dans les divers pays (B. Amable, 1991) (v).

De leur côté, divers auteurs d'inspiration keynésienne ou radicale ont exploré un programme de travail analogue, si ce n'est identique. Comment modéliser les facteurs contradictoires affectant la formation du capital (A. Eichner, 1985; S. Marglin, 1984)? À quels changements institutionnels attribuer la croissance de l'après-seconde guerre mondiale (S. A. Marglin et J. B. Schor, 1990)? Comment expliquer la diversité des expériences nationales en matière d'emploi et de chômage (B. Rowthorn et A. Glyn, 1990)? Quel est le bilan des politiques économiques des années 1980, tout particulièrement aux États-Unis (S. Bowles, D. Gordon et Th. Weisskopf, 1989)? Autant de recherches qui mettent en avant l'ampleur des transformations structurelles et leurs conséquences sur la forme des ajustements macroéconomiques.

Dans la mesure où apparaissent nombre d'anomalies, tout particulièrement concernant la stabilité au cours du temps et la généralité d'un même ensemble d'ajustements macroéconomiques pour divers pays, s'impose une reprise des notions de base, des formulations et des méthodes. C'est ce processus de course-poursuite entre les formalisations des théoriciens et la dynamique de transformation des organisations, des techniques et des modalités d'interventions publiques qui fait tout le charme mais aussi la difficulté de la théorie macroéconomique.

Cette conception et cette méthodologie ne concernent pas ces deux seules problématiques mais pourraient utilement éclairer d'autres programmes de recherche. La formation des salaires et la détermination de l'emploi fournissent un remarquable exemple des différences par rapport aux conceptions en vigueur dans les années soixante. À cette époque, la relation de Phillips livrait une détermination plus empirique que théoriquement construite de la détermination des salaires. Depuis les années quatre-vingt, nombre de théories reconnaissent que le salaire n'est pas une pure variable de marché mais dérive de négociations et de compromis entre les salariés et les entreprises (M. Aoki, 1988; R. M. Solow, 1990). Dans un contexte institutionnel donné concernant le nombre, la configuration et les objectifs des syndicats, il est par exemple possible par la théorie des jeux d'éclairer quels peuvent être les résultats des négociations et de quels facteurs dépend alors le salaire moyen (P. Cahuc, 1991). Il ressort que la relation correspondante est extrêmement dépendante du degré de centralisation des négociations et qu'en retour, les performances en matière d'emploi seront très contrastées selon le contexte institutionnel : bonnes dans les systèmes très décentralisés et ceux assez complètement centralisés, médiocres dans les configurations intermédiaires (L. Calmfors et J. Driffill, 1988; R. Brunetta et C. Dell Aringa, 1990; OCDE, 1988).

Ainsi, on observerait moins une configuration canonique qu'une variété de systèmes nationaux, et les propriétés macroéconomiques d'ensemble ne manquent pas d'en être affectées. Plus encore, la persistance d'un fort chômage européen et les problèmes de compétitivité de l'économie américaine ont induit une évolution des relations industrielles : plus grande décentralisation, déclin de la plupart des syndicats, individualisation des salaires, désindexation partielle par rapport aux prix. Or les modèles théoriques n'ont qu'incomplètement incorporé ces changements, de sorte que dans ce segment de la théorie macroéconomique, les recherches sont souvent en retard par rapport aux transformations notables, bien que difficiles à cerner, dont les marchés du travail sont le siège.

C'est le défi qui est adressé aux macroéconomistes, de toutes orientations. Pour leur part, les approches institutionnalistes et historiques peuvent apporter une contribution utile, voire essentielle mais pas exclusive, à la compréhension du monde contemporain. Il n'est pas évident que les chercheurs d'aujourd'hui soient mieux armés que leurs prédécesseurs pour vaincre la malédiction que soulignait Joan Robinson : «En général ce fut le destin de la théorie économique que de livrer une course perdue d'avance avec le cours de l'histoire et de n'avoir jamais achevé l'analyse d'une phase de développement économique, avant qu'une autre lui succède».

BIBLIOGRAPHIE

- AGHION, PH et P. HOWITT (1991), «Unemployment: A Symptom of Stagnation or a Side-Effect of Growth?», *European Economic Review*, vol. 35, n° 2/3, pp. 535-541.
- AKERLOF, G. (1970), «The Market for 'Lemons': Quality Uncertainty and the Market Mechanism», *Quarterly Journal of Economics*, 84, pp. 488-500.
- AKERLOF, G. (1984), «Gift Exchange and Efficiency Wage Theory: Four Views», *American Economic Reviews Proceedings*, n° 74, pp. 79-83.
- ALESINA, A. (1988), «Macroeconomics and Politics», in *NBER Macro-economics Annual 1988*, S. FISHER Ed., MIT Press, Cambridge US.
- AMABLE, B. (1991), «Changement technique endogène en économie ouverte, institutions et trajectoires nationales de croissance», *Thèse E.H.E.S.S.*, Paris, Avril.
- AOKI, M. (1988), *Information, Incentives and Bargaining in the Japanese Economy*, Cambridge University Press.
- ARTUS, P. (1990), «Équilibre, épargne, investissement au niveau mondial: évolutions et problèmes», *Document de travail Caisse des Dépôts et Consignations*, n° 1990-18/E, Service des Études Économiques et Financières, Septembre.
- BASLE, M., J. MAZIER et J. F. VIDAL (1984), *Quand les crises durent...*, Economica, Paris.
- BÉNASSY, J. P. (1984), *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Dunod, Paris.
- BÉNASSY, J. P., R. BOYER et R. M. GELPI (1979), «Régulation des économies capitalistes et inflation», *Revue Économique*, Vol. 30, n° 3, Mai, pp. 397-441.
- BERTRAND, H. (1978), «Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre: l'analyse en sections productives», *Statistiques et Études Financières*, série Orange, n° 35.
- BLANCHARD, O. J. et S. FISCHER (1989), *Lectures on Macroeconomics*, The MIT Press, Cambridge, É.-U.
- BLANCHARD, O. J. et L. H. SUMMERS (1986), «Hysteresis and the European Unemployment Problem», *NBER Macroeconomics Annual*, 1, National Bureau of Economic Research, Cambridge É.-U., pp. 17-78.
- BODKIN, R. G., L. R. KLEIN et K. MARWAH (1991), *A History of Macroeconometric Models Building*, Edward Elgar, Aldershot.
- BOWLES, S. (1985), «The Production Process in a Competitive Economy: Walrasian, Marxian and Neo-Hobbesian Models», *American Economic Review*, Vol. 75, mars, pp. 16-36.
- BOWLES, S., D. GORDON et TH. WWEISSKOPF (1989), «Business Ascendancy and Economic Impasse: A Structural Retrospective on Conservative Economics, 1979-1987», *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 3, n° 1, pp. 107-134.

- BOYER, R. (1976), «La croissance française de l'après-guerre et les modèles macroéconomiques», *Revue Économique*, Vol. 27, n° 5, Septembre, pp. 882-940.
- BOYER, R. (1984), «Formes d'organisation implicites à la Théorie Générale: Une interprétation de l'essor puis de la crise des politiques économiques keynésiennes», *in Keynes aujourd'hui: Théorie et politiques*.
- BOYER, R. (1987), «Réflexions sur la crise actuelle» (I) et (II), *Revue Française d'Économie*, Vol. II, n° 2, Printemps, pp. 35-60 et 27-48.
- BOYER, R. (1988), «Formalizing Growth Regimes» *in G. DOSI et alii, Technical Change and Economic Theory*, Pinter, Londres.
- BOYER, R. (1989), «Wage Labor Nexus, Technology and Long Run Dynamics: An Interpretation and Preliminary Tests for US», *in Di MATTEO M., R. M. GOODWIN et A. VERCELLI Eds, Lecture Notes in Economics and Mathematical Systems: Technological and Social Factors in Long Term Fluctuations*, n° 321, Springer-Verlag, New York.
- BOYER, R. et P. PETIT (1990), «Kaldor's Growth Theories: Past, Present and Prospects for the Future», *in W. SEMMLER et E. NELL Eds, Nicholas KALDOR and Mainstream Economics*, Macmillan, Londres, pp. 485-517.
- BOYER, R. et P. PETIT (1992), «Technical Change, Cumulative Causation and Growth: Accounting for the Contemporary Productivity Puzzle with some Post-Keynesian Theories», *in Technology and Productivity: The Challenge of the Economic Policy*, OECD.
- BRUNO, M. et J. SACHS (1985), *Economics of Worldwide Stagflation*, Basil Blackwell, Oxford.
- BRUNETTA, R. et C. DELL' ARINGA Eds (1990), *Labour Relations and Economic Performance*, MacMillan, Basingstoke.
- CAHUC, P. (1991), *Les négociations salariales. Des fondements microéconomiques aux enjeux macroéconomiques*, Economica, Paris.
- CALMFORS, L. et J. DRIFFILL (1988), «Bargaining Structure, Corporatism and Macroeconomic Performance», *Economy Policy*, n° 6, April, pp. 13-62.
- CLOWER, R. M. (1967), «A Reconsideration of the Microfoundations of Monetary Theory», *Western Economic Journal*, 6, pp. 1-9.
- COHEN, D. et PH. MICHEL (1990), «Which Rules Rather than Discretion in a Democracy?», *Couverture Orange CEPREMAP*, n° 9008.
- COURBIS, R. (1975), *Compétitivité et croissance en économie ouverte*, Dunod, Paris.
- DELEAU, M. et P. MALGRANGE (1978), *L'analyse des modèles macroéconomiques quantitatifs*, Economica, Paris.
- DE VROEY, M. (1991), «Walras et le sacrifice du réel», *Le Monde, Où en est la pensée économique?*, Mardi 30 Avril, p. 28.

- DORNBUSCH, R. (1980), *Open Economy Macroeconomics*, Basic Books, New York.
- EGGERTSSON, T. (1990), *Economic Behavior and Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge, É.-U.
- EICHENBAUM, M. et K. J. SINGLETON (1986), «Do Equilibrium Real Business Cycle Theories Explain Postwar U.S. Business Cycles?», *Macroeconomics Annual (1987)*, National Bureau of Economic Research, Cambridge MA.
- EICHNER, A. S. (1985), *Toward a New Economics*, MacMillan, Londres.
- ELSTER, J. (1989), «On Social Norms», *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 3, n° 4, pp. 99-117.
- FAVEREAU, O. (1988), «La Théorie générale: de l'Économie conventionnelle à l'Économie des conventions» in P. MAURRISSON Ed., 'La Théorie générale de John Maynard Keynes: un cinquantenaire', *Cahiers d'Économie politique* n° 14-15, pp. 157-220.
- FITOUSSI, J. P. et PHELPS, E. S. (1988), *The Slump in Europe*, Blackwell, Oxford.
- FOLEY, D. (1990), «Recent Developments in Economic Theory», *Social Research*, Vol. 57, N° 3, Automne, pp. 665-688.
- FORD, R. et P. PORET (1991), «Infrastructures and Private-sector Productivity» *WP OCDE*, n° 91, Paris.
- FRIEDMAN, M. (1953), «The Methodology of Positive Economics», in *Essays in Positive Economics*, The University of Chicago Press.
- FRIEDMAN, M. (1968), «The Role of Monetary Policy», *American Economic Review*, n° 58, Mars.
- GRANDMONT, J. M. (1990), «Keynesian Issues and Economic Theory», in S. HONKAPOHJA Ed., *The State of Macroeconomics*.
- GREENWALD, B. et J. STIGLITZ (1989), «Toward a Theory of Rigidities», *NBER Working Paper*, n° 2938.
- HONKAPOHJA, S. Ed. (1990), *The State of Macroeconomics*, Basil Blackwell, Oxford.
- JUILLARD, M. (1988), «Un schéma de reproduction pour l'économie des États-Unis», *Thèse*, Université de Genève, Juillet.
- KALDOR, N. (1961), «Capital Accumulation and Economic Growth», in F. A. LUTZ et D. C. HAGUE Eds., *The Theory of Capital*, MacMillan, Londres.
- KALDOR, N. (1972), «Les errements de la théorie de l'équilibre», *Economic Journal*, traduction in R. BOYER et alii Eds. (1987), *Économie et Instabilité*, Economica, Paris.
- KLEIN, L. (1950), *Economic Fluctuations in the United States, 1921-1941*, John Wiley, New York.
- KLEIN, L. R. et A. S. GOLDBERGER (1955), *An Econometric Model of the United States, 1929-1952*, North Holland, Amsterdam.

- KRUGMAN, P. R. (1990), *Rethinking International Trade*, The MIT Press, Cambridge, É.-U.
- LAWSON, T. (1989), «Abstraction, Tendencics and Stylised Facts: a Realist Approach to Economic Analysis», *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 13, n° 1, mars, pp. 59-78.
- LEIJONHUFVUD, A. (1981), *Information and Coordination*, Oxford University Press, New York.
- LEROY, Cl. (1988), «Un modèle de croissance de l'économie américaine (1890-1984)», Mémoire de D.E.A., E.H.E.S.S., Paris, Septembre.
- LUCAS, R. E. Jr. (1984), *Studies in Business-Cycle Theory*, The MIT Press, Cambridge, MA, USA.
- MALGRANGE, P. (1989), «Forces et faiblesses des modèles macroéconométriques», *Couverture Orange CEPREMAP* n° 8901.
- MALINVAUD, E. (1990), «Propos de circonstance sur les orientations de la discipline économique», *Annales E.S.C.*, n° 1, Janvier-Février, pp. 115-122.
- MALINVAUD, E. (1991), *Voies de la recherche macroéconomique*, Éditions Odile Jacob, Paris.
- MANKIW, G. N. (1990), «A Quick Refresher Course in Macroeconomics», *Journal of Economic Literature*, Vol. 28, n° 4, Décembre, pp. 1645-1660.
- MARGLIN, S. (1984), *Growth, Distribution and Prices*, Cambridge University Press, Cambridge, É.-U.
- MARGLIN, S. et J. B. SCHOR Eds (1990), *The Golden Age of Capitalism*, Clarendon, Oxford University Press, Oxford.
- MUET, P. A. (1991), «Croissance, emploi et chômage dans les années quatre-vingt», *Observations et Diagnostics Économiques, Revue de l'O.F.C.E.*, n° 35, Janvier, pp. 21-55.
- MUNDELL, G. (1971), «Monetary Theory: Inflation, Interest and Growth in the World Economy», Pacific Palisades: Goodyear, Californie.
- NEARY, J. P. (1980), «Non Traded Goods and the Balance of Trade in a Neo-Keynesian Temporary Equilibrium», *Quarterly Journal of Economics*, 95, pp. 403-430.
- NORTH, D. C. (1991), «Institutions», *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, n° 1, pp. 97-112.
- OLSON, M. (1982), *The Rise and Decline of Nations*, Yale University Press, New Haven.
- O.C.D.E. (1988), *Perspectives Économiques*, n° 43, Juin, Paris, p. 36-37.
- PHELPS, E. S. (1968), «Money-Wage Dynamics and Labor-Market Equilibrium», *Journal of Political Economy*, Vol. 76, n° 4, 2^e partie, Août, pp. 678-711.
- PHELPS, E. S. et al. (1970), *Microeconomic Foundations of Employment and Inflation Theory*, W. W. Norton and Co, New York.

- PHELPS, E. S. (1990), *Seven Schools of Macroeconomic Thought*, Clarendon, Press, Oxford.
- RALLE, P. et J. TOUJAS-BERNATE, J. (1989), «Les salaires désindexés depuis 1983», *Mimeograph INSEE*, Département des Études Économiques d'Ensemble, Division des Études Économiques, n° 39/G231, Novembre.
- ROMER, P. (1986), «Increasing Returns and Long-Run Growth», *Journal of Political Economy*, Vol. 94, Octobre, pp. 1002-1038.
- ROWTHORN, B. et A. GLYN (1990) «The Diversity of Unemployment Experience since 1973», in S. MARGLIN, J. SCHOR Eds, *The Golden Age of Capitalism*, Clarendon, Oxford University Press.
- SCHOTTER, A. (1981), *The Economic Theory of Social Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge, É.-U.
- SOLOW, R. M. (1979), «Another Possible Source of Wage Stickiness», *Journal of Macroeconomics*, Vol. 1, n° 1, Hiver, pp. 79-82.
- SOLOW, R. M. (1990), *The Labor Market as a Social Institution*, Basil Blackwell, Cambridge, É.U.
- STIGLITZ, J. (1987), «Dependence of Quality on Price», *Journal of Economic Literature*, Vol. XXV, mars, pp. 1-48.
- STIGLITZ, J. (1991), «Alternative Approaches to Macroeconomics: Methodological Issues and New Keynesian Economics», NBER, WP, Cambridge, É.-U.
- STIGLITZ, J. (1991), «Symposium on Organizations and Economics», *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, n° 2, pp. 15-24.
- SUGDEN, R. (1986), *The Economics of Rights, Co-operation and Welfare*, Basil Blackwell, Londres.
- TROLE, J. (1988), *The Theory of Industrial Organization*, MIT, Cambridge, É.-U.
- WILLIAMSON, O. E. (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*, Free Press, New York.